

Du 17 et 18 juillet 2016, Kigali, capitale du Rwanda, a abrité ces assises dont le thème était: «2016 : Année africaine des droits de l'Homme avec un accent particulier sur les droits des femmes». Le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, et ses pairs du continent, en présence du secrétaire général des Nations unies, ont traité de plusieurs questions, à l'instar de l'élection du successeur de la Sud-Africaine, Dlamini Nkossazana Zuma à la présidence de la Commission de l'UA, de la crise au Soudan du Sud et de la réintégration du royaume du Maroc dans la famille de l'UA. En marge de ces retrouvailles, le chef de l'Etat a eu des entretiens bilatéraux avec certaines personnalités étrangères.

DEUX jours durant, s'est tenue, à Kigali au Rwanda, la 27e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA). Ce sont près de cinquante dirigeants du continent, dont le numéro un gabonais, Ali Bongo Ondimba, qui ont planché sur des questions d'intérêt commun : les nouveaux mécanismes d'autofinancement, l'adoption du budget de l'Union africaine, l'examen du rapport de la présidente de la commission sur les activités du Conseil de sécurité et de paix et - enjeu principal de ces assises continentales -, l'élection du nouveau président de la Commission de l'UA.



L'arrivée des chefs d'Etat Paul Kagame et Ali Bongo Ondimba à la salle de réunion de "Smart Africa".



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba posant avec ses pairs

Concernant justement le vote qui devait désigner ce dirigeant, aucun des trois candidats en lice, Agapito Mba Mokuy (Guinée Equatoriale) Ponomi Venson-Molito (Botswana) et Speciosa Wandira-Kazibwe (Ouganda) n'a obtenu les deux tiers des voix nécessaires pour succéder à la Sud-Africaine, Dlamini Nkossazana Zuma dont le mandat est arrivé à son terme. A noter que le Gabon a soutenu le chef de la diplomatie équato-guinéenne Agapito Mba Mokuy.

Ladite élection a donc été reportée au mois de janvier 2017, lors de la traditionnelle session d'Addis-Abeba, en Éthiopie. En attendant, l'actuelle présidente va assurer les affaires courantes. Première étape du processus d'intégration continentale et d'appartenance à une entité territoriale, la Commission de l'UA a procédé au lancement du passeport africain destiné aux chefs d'Etat, aux ambassadeurs et aux ministres des Affaires étrangères. Le président

en exercice de l'UA, le président tchadien, Idriss Deby Itno ainsi que l'hôte de cette rencontre, le chef de l'Etat du Rwanda, Paul Kagame, ont reçu des mains Dlamini Nkossazana Zuma les deux premiers passeports africains. Tout en incitant les autres Etats membres à poursuivre les efforts afin de le rendre accessible à tous leurs citoyens respectifs. Il faut rappeler que ces assises continentales ont été l'occasion pour le président gabo-

nais, Ali Bongo Ondimba de s'entretenir avec certaines personnalités de marque telles que le Rwandais Paul Kagame et la sous-secrétaire d'Etat américaine, chargée des Affaires africaines, Linda Thomas Greenfield. Tout comme, il a participé au déjeuner «Smart Africa» consacré au bilan à mi-parcours de cette initiative qui vise à engager l'Afrique sur la voie de l'économie du savoir, à travers l'accès abordable aux services à haut-débit.

LE président de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) porte à la connaissance des membres des bureaux des commissions locales et consulaires chargés de l'organisation de l'élection présidentielle du 27 août 2016 qu'en vue de leur prochaine mise en route, ils sont conviés à prendre part à une réunion d'information qui aura lieu le mercredi 20 juillet 2016, à partir de 9h 30, à l'auditorium de l'immeuble du ministère de l'Économie, dit "Arambo".

Fait à Libreville, le 17 juillet 2016

Le président
René Abogbe Ella

Commissions électorales
locales et consulaires

**Les commissaires ont
prêté serment hier**

APRES leur participation au séminaire de formation sur la chose électorale organisé, samedi dernier, par la Cour constitutionnelle, les membres des Commissions électorales locales et consulaires, en charge de l'organisation de l'élection présidentielle du 27 août prochain, ont prêté serment hier, devant la Cour constitutionnelle. C'était au cours d'une cérémonie présidée par la présidente de la Haute juridiction, Mme Marie-Madeleine Mborantso, qu'entouraient les autres Conseillers membres. Le bureau de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) était également présent.